

## Le grand marché transatlantique : une machine infernale<sup>1</sup>

En novembre 2010, à l'issue du 22<sup>ème</sup> sommet de l'OTAN, les participants disaient vouloir relancer le Conseil économique transatlantique (CET) qui se réunissait à Washington quelques jours plus tard. Comme l'avait fait le Conseil européen peu de temps auparavant. Créé en 2007 par la chancelière allemande Angela Merkel et le président américain George Bush, le Conseil économique transatlantique a pour mission de préparer l'avènement d'un marché unique euro-nord-américain.

A l'issue de la première réunion du CET, le commissaire européen au commerce, le Belge Karel De Gucht, déclarait : « Plus j'agis dans le domaine du commerce et plus je suis convaincu que le fait de se débarrasser des barrières non douanières recèle beaucoup de valeur ajoutée ». Les barrières « non douanières » sont l'ensemble des mesures autres que les droits de douane encadrant le commerce international.

En marge du sommet de l'OTAN, dirigeants européens et étatsuniens s'étaient promis d'œuvrer « pour renforcer nos économies afin qu'elles puissent relever les défis de la concurrence dans le futur ». En levant « les obstacles aux échanges et aux investissements, ». Cela, formule d'usage, au nom de l'intérêt général, « dans l'intérêt des entreprises, des travailleurs et des consommateurs des deux marchés ». Ils demandaient au CET de fournir cette année « un rapport concernant les progrès réalisés dans ces domaines ». Le Parlement européen, représentant un peuple européen qui n'existe pas, avait renouvelé à l'approche de ce sommet « son soutien à la création d'un marché transatlantique sans entraves d'ici à 2015 ».

Embrassons-nous Folle ville ? On pourrait déjà se demander pourquoi l'OTAN, organisation militaire, intervient dans le domaine économique. Son secrétaire général a donné la réponse en expliquant que les liens commerciaux et ceux des armes forment de concert la base de la stratégie transatlantique dans un monde en crise. « Il est essentiel de préserver le rôle de l'Alliance en tant qu'unique pont transatlantique reliant ces deux régions du monde. L'Otan a tout intérêt à protéger les axes vitaux qui alimentent les sociétés modernes », a confirmé Anders Fogh Rasmussen. On ne peut être plus clair : le rôle du Traité de l'Atlantique Nord est aussi d'assurer la sécurité énergétique et l'approvisionnement de moins de 15 % de la population mondiale. Plus largement, les conclusions adoptées au sommet de l'Alliance montrent que l'OTAN se veut ainsi le bras armé des marchés capitalistes pour « résoudre », le cas échéant, les problèmes du monde. On le voit en Afghanistan ou en Libye.

Alors, un grand marché unique euro-nord-américain pour faire quoi ? Une « zone transatlantique de libre échange » libérée des barrières commerciales et douanières ? Pour les adversaires de ce projet, il s'agit de donner le coup de grâce aux législations et réglementations européennes qui entravent l'activité des firmes multinationales, tant dans le domaine social que sanitaire, éducatif ou environnemental, en matière de droit du travail ou de services publics. Ils reprochent tout autant à ses promoteurs d'agir dans l'ombre.

### Une longue histoire

L'idée de ce « big bazar » n'est pas neuve. En 1992, à l'initiative de parlementaires européens et nord-américains et de grandes entreprises, le Transatlantic Policy Network appelait à la mise en place d'un ensemble commun politique, économique et militaire. L'idée allait suivre son cours. En juin 2006, une majorité au parlement européen demandait que soit « parachevé, sans entraves, le marché transatlantique d'ici à 2015. » « Une zone transatlantique de libre-échange, ou 'Transatlantic Free Trade Area' (Tafta), sur le modèle du marché intérieur européen (où) une à une, presque toutes les barrières commerciales et douanières existantes pourraient être démantelées (avec) l'objectif d'achever le marché transatlantique d'ici à 2015 » s'enthousiasmait un proche de la chancelière allemande. Qui voyait dans « le formidable dynamisme économique de l'Asie », un danger pour « la base industrielle de l'Amérique et de l'Europe.

---

<sup>1</sup> par MAURICE MAGIS, chargé de communication à l'ACJJ - juillet 2011.

Mais c'est en 1995 qu'étaient jetées les bases de ce projet. Cette année-là, le « TransAtlantique Business Dialogue » (TABD) était fondé à l'instigation de la Commission européenne et du ministère américain du Commerce. Une organisation qui regroupait les 150 principales entreprises privées européennes et américaines et se donnait pour objectif d'accélérer la libéralisation du commerce. Le commissaire européen au Commerce de l'époque, le Britannique Leon Brittan proposait un « Nouveau marché transatlantique », un NMT qui se heurta à une vive opposition. Le « Partenariat économique transatlantique » (PET) prenait le relais 1998. Un projet qui patinait jusqu'à ce que, le 18 mai 2005, au moment où les Français allaient rejeter par référendum le traité constitutionnel, la Commission publiait un texte intitulé « Un partenariat UE/Etats-Unis renforcé et un marché plus ouvert pour le XXI<sup>e</sup> siècle ».

Selon ses opposants, cette démarche vise les législations et réglementations européennes qui entravent l'activité des firmes transnationales, tant dans le domaine social que sanitaire, éducatif ou environnemental, en matière de droit du travail ou de services publics. C'est ce qui reste du « modèle social européen », déjà accablé par la Banque centrale européenne, la Commission ou la FMI, qui est dans la ligne de mire.

### **La sortie de DSK**

L'Euro se fissure, l'Europe vacille. Des décennies de politiques libérales et les traités « qui vont avec » ont conduit le continent et les peuples au bord du gouffre. La crise financière, venue des Etats Unis, a accéléré la course du monde occidental vers le vide. Ni de ce côté de l'Atlantique, ni de l'autre, des mesures n'ont été prises pour mettre les aventuriers de la finance au pas. Le lien était pourtant évident entre les inégalités sociales et de scandaleux jeux bancaires. Une véritable révolution copernicienne était possible et nécessaire pour démocratiser l'économie. La mettre « au service des gens », comme on le répète volontiers et de façon fort démagogique dans ces aréopages si peu démocratiques qui prétendent diriger le monde. Rien n'est venu. Bien au contraire. Les partisans d'une Europe qui part en quenouille ont fait et continuent à faire des pieds et des mains pour centraliser le pouvoir dans quelques cénacles, loin de tout pouvoir d'intervention des peuples et d'élus apparemment peu intéressés. On continue, « comme avant ». Dominique Strauss-Kahn, aujourd'hui pleuré par tant d'hypocrites, n'a-t-il pas plaidé, au plus fort de la tourmente grecque que « la solution la plus ambitieuse serait de créer une autorité budgétaire centralisée avec une indépendance politique comparable à celle de la Banque centrale européenne. Cette autorité établirait pour chaque pays sa politique budgétaire et allouerait des ressources à partir d'un budget central. » Pas question d'un quelconque rééquilibrage des transferts financiers du travail vers le capital. Ahurissant ? Non. Terriblement logique et froidement raisonné. Dans l'ordre actuel des choses.

La presse ne releva guère cette éloquente sortie du prédécesseur de Mme Lagarde au FMI. Comme elle parle peu du projet de marché unique euro-américain, qui se trame sur le même métier ultralibéral. Un projet entériné par la majorité du Parlement européen comme « une pierre angulaire de la politique extérieure de l'Union européenne, ainsi que de sa politique économique globale ». Et qui ne cache pas ses prétentions revanchardes au moment où d'autres zones économiques de la planète contestent la suprématie d'un Occident impérial : « compte tenu de leur rôle économique dominant au niveau mondial, les partenaires transatlantiques partagent la responsabilité en matière de gouvernance économique mondiale et de solutions aux défis économiques mondiaux. » On vise donc « un ordre mondial équitable en matière politique et économique<sup>2</sup> ». Oui, économique ET politique... Comment s'étonner dès lors que la demande est faite à l'Organisation mondiale du commerce de considérer « la prédominance de l'Union et des Etats-Unis sur le commerce mondial (...) comme un atout potentiel pour le système commercial mondial et son cadre commun. »

### **Boucler la boucle**

Avec ce marché transatlantique, une boucle serait bouclée, un garrot enserré autour du cou des peuples. Voici quelques mois, à l'issue d'une visite en Belgique, les experts du FMI redisaient l'urgence de « plans concrets » pour répondre à la pression des marchés. Et proposaient une fois de plus leurs recettes, montrant ainsi qu'ils restent les chantres convaincus des tables de la loi libérales : revoir l'âge de la pension, limiter les allocations de

---

<sup>2</sup> Extrait d'une résolution votée par le Parlement Européen le 8 mai 2008 à propos du Conseil économique transatlantique.

chômage dans le temps et « réformer » l'indexation automatique des salaires. Autant d'obstacle au « marché libre et sans entraves », à la sacrosainte « compétitivité ». La Commission ne dit pas autre chose. La crise globale que vit l'Europe depuis des années exigerait une remise à plat des traités<sup>3</sup> ? Pas bon cela ! Pas en phase avec le « moins d'Etat social, plus de dérégulation du marché du travail » que relaient les réformes structurelles imposées de toutes part et qui vont de pair avec la perte de tout contrôle de la crise par la « puissance publique ».

Du traité de Maastricht au « pacte pour l'euro », il s'agit de « rassurer » les marchés financiers internationaux comme s'ils n'étaient pour rien dans la crise totale actuelle.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'appréhender la construction du marché unique euro-nord-américain, fatal sans doute pour les législations et réglementations qui entravent l'activité des multinationales, tant dans le domaine social que sanitaire, éducatif ou environnemental, en matière de droit du travail ou de services public<sup>4</sup>. Répétons-le, la soumission à ce nouvel « ordre transatlantique » ne concernerait pas que les matières économiques. Lors du sommet de l'OTAN en novembre 2010 à Lisbonne, un « nouveau concept stratégique » a parallèlement confirmé le leadership militaire des Etats-Unis, pourtant considérablement affaiblis, politiquement et économiquement, dans la sphère occidentale<sup>5</sup>.

### **Avec l'aval de l'euro-parlement**

En mars 2009, le Parlement européen, dans une résolution visant à « Faire en sorte que les générations présentes et futures continuent d'être engagées dans ce partenariat (le grand marché transatlantique. Ndlr), énumérait, parmi les secteurs concernés : « les services financiers, les marchés des capitaux, l'aéronautique, l'économie digitale (vie privée, sécurité, droits de propriété intellectuelle), la politique de concurrence et la coopération en matière de régulation ». Décalque des traités européens, il s'agit d'« instaurer la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services et des personnes<sup>6</sup> ». Une démarche qui accorderait aux États-Unis un droit de regard direct sur l'ancien continent. Y compris dans le domaine de la justice.

« Parallèlement aux négociations sur l'existence d'un grand marché, des discussions discrètes se sont développées afin de créer un espace commun de contrôle des populations. Un rapport secret, conçu par des experts de six États membres, a établi un projet de création d'une aire de coopération transatlantique en matière de 'liberté de sécurité et de justice', d'ici 2014. Il s'agit de réorganiser les affaires intérieures et la Justice des États membres ' en rapport avec les relations extérieures de l'Union européenne ', c'est à dire essentiellement en fonction des relations avec les États-Unis' », a dénoncé justement le sociologue belge Jean-Claude Paye<sup>7</sup>.

Cette mise en place si peu démocratique de nouvelles institutions transatlantiques suscite une opposition grandissante. En Belgique, une Plateforme contre le marché transatlantique a lancé une pétition contre ce projet qui « risque d'avoir de lourdes conséquences sur nos systèmes démocratiques et ce, dans de nombreux domaines : finances et services publics en danger, inégalités sociales et pollutions environnementales accrues, répression des mouvements sociaux, atteintes aux libertés fondamentales, hégémonie des multinationales. » Cela, par « la mise en place de nouvelles institutions transatlantiques - comme le Conseil Economique Transatlantique - qui agissent de façon non démocratique (pas de débat parlementaire, représentants non élus) pour influencer un nombre croissant de décisions politiques, l'harmonisation de nombreuses législations européennes et américaines aussi bien sur le plan commercial que sécuritaire, une diplomatie européenne de plus en plus alignée sur celle des USA, la mise en place d'une gouvernance mondiale basée sur les normes marchandes<sup>8</sup> ».

---

<sup>3</sup> A lire sur le site de l'ACJJ, l'analyse de décembre 2010 [« Libre marché versus démocratie »](#)

<sup>4</sup> Ibidem.

<sup>5</sup> Voir aussi sur le site de l'ACJJ, l'analyse de novembre 2100 [« L'OTAN, gendarme nucléaire et planétaire »](#)

<sup>6</sup> Les signataires de cette résolution sont le Parti populaire européen, les Libéraux démocrates européens, le Parti socialiste européens. Seuls les députés de la GUE (Gauche Unie Européenne) et les Verts avaient voté contre.

<sup>7</sup> « Le futur grand marché transatlantique », par Jean-Claude Paye. [www.voltairenet.org](http://www.voltairenet.org) (publié le 4 février 2009).

<sup>8</sup> On peut lire l'argumentaire des initiateurs de cette pétition et y adhérer sur le site <http://www.no-transat.be/>

## Un duo de choc

Exit Strauss-Kahn. Voici Christine Lagarde. A peine élue à la tête du Fonds monétaire international, elle s'est aussitôt réclamée de l'œuvre de DSK. Et a promis qu'elle ne manifesterait aucune attention coupable envers les pays européens en difficulté. Après la Grèce, l'Irlande, le Portugal... Une succession dans la continuité. Comme si, dès que l'on touche aux grandes questions économiques et à la monnaie, la droite et une certaine « gauche » étaient condamnées à pratiquer les mêmes recettes libérales.

Christine Lagarde, past-ministre de l'Economie et des Finances de Sarkozy, bénéficie d'un beau crédit dans les milieux des grandes affaires. Libérale pur jus, elle connaît les recettes voulues par les marchés financiers et n'est nullement une adepte des réglementations antispéculation.

Passée de la direction stratégique de l'un des plus grands cabinets d'avocats d'affaires américains aux ors de l'Etat, appréciée à Wall Street, elle connaît ses amis : il faut arrêter « de culpabiliser les riches », ces nouveaux assistés de l'Etat, a-t-elle osé lancer au Parlement français.

Dans la dernière « affaire Tapie », on lui reproche un abus d'autorité qui a rapporté près de quatre cent millions d'euros à l'homme d'affaires. C'est cela faire partie du club des riches. Elle sera bien plus regardante dans « la gestion avisée des ressources du FMI. » Promis, juré, la cheftaine du premier banquier de l'Europe enfouira la clé du coffre-fort au fond de sa poche.

Strass-K. voulait « réconcilier la gauche avec la modernité » ? Mme Lagarde, au nom de ce même concept, se conduira en experte en complicité avec le monde des affaires. Et, son parcours parle pour elle, en ardente partisane du grand marché transatlantique. L'Europe n'a qu'à bien se tenir.

Lagarde peut compter sur les ayatollahs de la Banque centrale européenne, l'autre institution qui travaille main dans la main avec le FMI. Son président sortant, Jean-Claude Trichet, relançait voici quelques semaines encore l'idée d'un ministère européen des Finances qui pourrait opposer son veto à toute décision économique d'un Etat. Une idée chère à DSK.

Son successeur, l'Italien Mario Draghi gardera la ligne : « modération » salariale, pression sur la stabilité de l'emploi et les retraites...

Comme le chef meute du FMI, Draghi est un expert du monde de la finance. Ancien de la Banque mondiale, il a par la suite mené de vastes trains de privatisations dans son pays. Avant de rejoindre... la banque d'affaires américaine Goldman Sachs, ce symbole de la crise financière internationale qui a joué un rôle éminent dans le truquage des comptes de la Grèce. Cela ne s'invente pas.